



## Le Royaume-Uni de Charles III et l'Afrique Une tentation de repli

François GAULME

### ► Points clés

- Charles III, entre autres prérogatives, est chef (*head*) du Commonwealth. Sans empiéter sur le domaine gouvernemental britannique, il conserve à ce titre un rôle clé dans une organisation comptant 21 pays africains. Significativement, le premier dirigeant étranger reçu en visite officielle par le nouveau monarque fut le président sud-africain Cyril Ramaphosa.
- Pour ses partisans, le Brexit devait à l'origine s'accompagner du réengagement au sud du Sahara d'une Global Britain dont l'Africa UK Business Summit

de 2020 incarnait l'aspect économique et commercial. Mais la relation du Royaume-Uni avec l'Afrique tend à se dégrader. Celle-ci n'est plus prioritaire depuis l'inflexion stratégique vers l'Indo-Pacifique puis la guerre en Ukraine, risquant de la réduire à un théâtre secondaire d'affrontement avec la Russie. La baisse radicale de l'aide au développement contribue aussi à déclasser le continent africain dans la politique étrangère britannique depuis la fusion du Foreign Office et du DFID en 2020.

## Introduction

Le « Jour du Commonwealth » (*Commonwealth Day*), marqué traditionnellement au Royaume-Uni par un « message » du souverain en tant que chef (*head*) de la libre association d'États souverains ayant succédé à l'empire britannique, ainsi que par un service interreligieux à l'abbaye de Westminster, revêtait en mars 2023 une importance particulière dans la perspective du prochain couronnement de Charles III.

## Le nouveau roi, le Commonwealth et la politique britannique

Pour ce qui est de la relation avec l'Afrique, formant le tiers du Commonwealth avec 21 États, la légitimité particulière, historique, dont dispose le souverain britannique ne peut être négligée ; ceci d'autant plus qu'en contraste avec l'attitude personnelle du nouveau roi comme avec le discours sur le *Global Britain*, les options gouvernementales actuelles, relevant d'une tout autre légitimité, démocratique et électorale, conduisent à une dégradation progressive des rapports du Royaume-Uni avec ce continent.

La distanciation morale d'avec le système colonial s'est considérablement accélérée ces dernières années. De ce point de vue, souligne le professeur Philip Murphy de l'Institut de recherche historique de l'University of London et historien du Commonwealth, « la mort de la reine a moins d'importance que celle de George Floyd »<sup>1</sup>, qui a généré dans le monde entier des manifestations et émeutes contre l'impact de la traite européenne des esclaves, du colonialisme et du racisme sur la vie des Noirs dans les sociétés modernes.

En Angleterre, ce mouvement a conduit des manifestants du collectif *Black Lives Matter* à jeter dans l'Avon le 7 juillet 2020 la statue d'Edward Colston, célèbre commerçant négrier bienfaiteur de la ville au XVII<sup>e</sup> siècle. Condamné avec virulence par le gouvernement de Boris Johnson, cet acte de vandalisme advient dans un contexte de consensus universitaire croissant, autour de l'ASAUK (Association of African Studies of the United Kingdom), pour « décoloniser les études africaines ». Une dynamique écornant l'ambition, esquissée par Teresa May, de *Global Britain* : une « Grande-Bretagne à vocation mondiale » redevenant pleinement souveraine après le Brexit et redéployant une influence politique et économique libérale comme au temps de Guillaume III et de la reine Mary<sup>2</sup>, auxquels s'était rallié Edward Colston lors de la *Glorious Revolution* de 1688.

Le prince de Galles a reconnu formellement, à Kigali devant le Sommet du Commonwealth en juin 2022, et en présence de Boris Johnson, que « les racines de notre association contemporaine s'enfoncent profondément dans la période la plus douloureuse de notre histoire », ajoutant : « Je ne peux décrire la profondeur de ma tristesse personnelle

---

1. Entretien avec l'auteur, Londres, 23 janvier 2023. Voir plus largement P. Murphy, *The Empire's New Clothes: The Myth of the Commonwealth*, Hurst, 2018.

2. Voir F. Gaulme, « La Grande-Bretagne et l'Afrique : Les retournements stratégiques de Boris Johnson », *Études de l'Ifri*, Ifri, mai 2021, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

quant aux souffrances endurées par tant de personnes, au fur et à mesure que j'approfondis ma propre compréhension de l'impact durable de l'esclavage ». Plus récemment et devenu roi, il apportait son appui à un projet de recherche universitaire sur les relations entre la monarchie et la traite esclavagiste britannique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles<sup>3</sup>.

Les relations personnelles de celui qui n'était encore que prince de Galles avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland – avocate née à la Dominique, membre travailliste de la Chambre des Lords dès 1997, réélue pour un nouveau mandat à Kigali – étaient alors bien meilleures qu'avec le Premier ministre. Boris Johnson avait par ailleurs souhaité la remplacer par la ministre des Affaires étrangères de la Jamaïque, Kamina Johnson Smit. Les relations avec la secrétaire générale demeurent cependant solides à tous points de vue. En effet, lors du Conseil d'accession au trône du roi Charles III en septembre 2022 au palais de Saint James, Liz Truss venant de remplacer Boris Johnson, Patricia Scotland était placée protocolairement à côté des anciens premiers ministres, appuyant l'importance de cette « république d'États » (*Commonwealth of States*) dans le complexe système politique britannique.<sup>4</sup>

Quant aux rapports diplomatiques avec la partie africaine de l'organisation, on relèvera que la première visite d'État accordée par le nouveau souverain en novembre 2022 le fut en l'honneur du président sud-africain Cyril Ramaphosa. « L'Afrique du Sud et le Commonwealth ont toujours fait partie de ma vie », déclarait le roi dans son allocution du dîner d'État (*State Banquet*) au Palais de Buckingham, son hôte précisant à son tour qu'ils avaient évoqué ensemble de possibles « initiatives » qui pourraient être lancées par le Commonwealth sous la direction du souverain.

Lors de la célébration du *Commonwealth Day* de mars 2023, Charles III a effectivement innové, dans un domaine qui lui ménage une liberté d'action comme chef de l'organisation. Dans son premier message au Commonwealth, lu lors du service à Westminster et non pré-enregistré comme le faisait sa mère, il a rappelé à nouveau que celui-ci, fort de « 2,6 milliards de personnes », soit un tiers de la planète, était une « constante » de sa vie. Il a insisté sur le dixième anniversaire de la *Charter of the Commonwealth*, qui exprime les « valeurs qui nous caractérisent : paix et justice, tolérance, respect et solidarité, souci de l'environnement et des plus vulnérables d'entre nous ». Il a enfin invoqué un « impératif d'action », le Commonwealth pouvant jouer un « rôle indispensable » face aux « défis les plus urgents de notre temps » : « changement climatique et perte de biodiversité, emploi des jeunes et éducation, santé mondiale et coopération économique. »

Sans contrevenir aux règles non-écrites d'une monarchie constitutionnelle où le monarque ne s'immisce pas dans la direction politique, ce ton à la fois écologiste et social, la volonté de passer des principes abstraits à l'action en commun différaient

---

3. N. Witchell et J. Andersson, « King Charles Supports Study into Royal Family Slavery Links » (Le roi Charles soutient une étude sur les liens entre la famille royale et l'esclavage), BBC News, 6 avril 2023, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

4. Entretien avec Philip Murphy, Londres, 23 janvier 2023.

fortement de ceux d'un gouvernement conservateur dominé par une conviction libérale s'éloignant de la vieille tradition tory de paternalisme compassionnel.

En outre, et contrairement à la vision de Boris Johnson dans la perspective du Brexit, il est douteux que le Commonwealth figure aujourd'hui comme tel dans les priorités diplomatiques du gouvernement. En 2020, certains *Brexiteers* cultivaient l'idée que le marché du Commonwealth compenserait aisément les effets de sortie de celui de l'Union européenne. Il n'en fut rien : l'argument a perdu de sa pertinence dans une Grande-Bretagne qui, socio-économiquement, a souffert des effets négatifs cumulés du Covid, du Brexit et de la guerre d'Ukraine. Consciente de cette évolution, elle vient de renégocier les termes de sa relation commerciale avec l'Europe avec l'accord de Windsor du 27 février 2023, qui modifie le protocole nord-irlandais.

En soi le Commonwealth n'est pas une organisation commerciale ; nul système préférentiel n'est envisageable à son niveau, ceci d'autant plus qu'il se développe aujourd'hui avec de nouveaux membres n'ayant jamais fait partie de l'empire britannique, le Gabon et le Togo l'ayant rejoint en juin 2022.

## La face interne d'une nouvelle relation à l'Afrique

Tout optimisme sur l'élargissement du Commonwealth mis à part, dans une Grande-Bretagne devenue multiculturelle et multiraciale, le retour à une forme ou une autre de préférence coloniale – tentation que l'on pouvait retrouver sous les déclarations verbeuses de Boris Johnson – serait inacceptable du fait de l'impact croissant des mouvements internes de « décolonisation » du regard sur l'Afrique.

Le recensement de 2021 en Angleterre et au Pays de Galles a retenu officiellement 19 groupes ethniques (*ethnic groups*) distincts. Les Africains forment 2,5 % (1,5 million de personnes) du groupe des Noirs comprenant les Noirs, Africains, Caribéens et Noirs britanniques (*Black/African/Caribbean/Black British*). Ce groupe global constitue en tout 4 % soit 2,4 millions d'une population de 59,6 millions. Proportionnellement, les Noirs sont en léger retrait depuis le recensement de 2001 (4,2 %), mais la mort de George Floyd a donné à leur combat identitaire une nouvelle dimension. L'historienne militante Olivette Otele<sup>5</sup>, de l'université de Bath, emploie le terme d'*African Europeans* (Africains-Européens) calqué sur le modèle *African Americans*, qui s'est imposé progressivement pour désigner les Noirs aux États-Unis.

Alors que l'esprit *woke* atteindrait même des *public schools* aussi élitistes qu'Eton<sup>6</sup>, un symbole majeur de l'inversion des valeurs britanniques, qui passe de la célébration post-victorienne de l'empire à celle du combat des Africains contre les colonisateurs, a été

---

5. Voir O. Otele, *African Europeans. An Untold History*, Hurst, 2020. Dans une tribune, l'historienne plaide pour des réparations pour les descendants actuels de victimes de la traite des Noirs : O. Otele, « More than Money. The Logic of Slavery Reparations », *The Guardian*, 31 mars 2023, disponible sur : [www.theguardian.com](http://www.theguardian.com).

6. Voir M. Phillips, « Private Schools' Woke Takeover is a Worry to All », *The Times*, 24 janvier 2023, disponible sur : [www.thetimes.co](http://www.thetimes.co).

installé en septembre 2022 à Londres, à Trafalgar Square. Pendant deux ans, elle sera exposée dans la ville, là où la proportion de Noirs dans la population – 13,5 % en 2021 – est bien supérieure à la moyenne nationale<sup>7</sup>. Sur un socle destiné à accueillir temporairement des œuvres contemporaines choisies par concours, une double statue *Antelope* oppose le pasteur baptiste John Chilembwe, héros national du Malawi tué par la police coloniale en 1915, d'une taille colossale, et un missionnaire blanc deux fois plus petit, auquel il tourne le dos. Elle est l'œuvre de Samson Kambalu, professeur associé au Magdalen College d'Oxford et originaire lui aussi du Malawi. Il a délibérément représenté cet adversaire du colonialisme avec le chapeau sur la tête, ce qui était interdit alors aux Noirs du Nyassaland<sup>8</sup> en présence d'un Blanc.

## Immigration clandestine : une alliance controversée avec le Rwanda

Dans un pays où la liberté individuelle est une valeur cardinale, le choix personnel de la distanciation vis-à-vis d'une Afrique des origines se retrouve jusqu'au niveau du gouvernement : jamais, depuis la formation de celui de Liz Truss en septembre 2022, il n'avait compté tant de ministres principaux ayant des attaches personnelles avec l'Afrique<sup>9</sup>. Mais jamais non plus il n'y eut, dans la lignée des options de Boris Johnson sur un dossier qui fut au cœur du soutien populaire au Brexit, de rejet politique aussi marqué des migrants, africains ou autres minorités.

Emblématique de cette position, la ministre de l'Intérieur (*Home Secretary*) Suella Braverman, en dépit de ses racines indiennes de l'île Maurice, se signale par son intransigeance sur l'immigration et sa détermination personnelle à lutter, en paroles et en actes, contre les migrants clandestins, dans une vision très fermée de l'identité britannique. Selon le *Times*, elle s'est opposée par exemple début 2023 au ministère de l'Éducation, entendant réduire de deux ans à six mois le droit des étudiants étrangers autorisés à demeurer en Grande-Bretagne après leur diplôme sans obligation de trouver un travail. Le gouvernement Sunak souhaite réduire – de 680 000 à 600 000 en 2030 – le nombre d'étudiants étrangers au Royaume-Uni. Les 476 000 ressortissants étrangers ayant obtenu un visa pour études pour l'année universitaire 2021-2022 ont pu en outre être accompagnés légalement de 116 000 apparentés (*relatives*). Le nombre de ces derniers est particulièrement important pour les Nigériens, avec une moyenne d'un parent accompagnateur par étudiant. Le gouvernement considère ce phénomène comme un circuit secondaire d'immigration (*back door immigration route*). Sur cette question

---

7. Office for National Statistics, *Regional ethnic diversity*, 22 décembre 2022, disponible sur : [www.ethnicity-facts-figures.service.gov](http://www.ethnicity-facts-figures.service.gov).

8. Ancienne dénomination coloniale du Malawi.

9. Dans le bref cabinet Truss, le Chancelier de l'échiquier (ministre des Finances) Kwazi Karteng était d'origine ghanéenne, tandis que le secrétaire au Foreign Office, James Cleverly, maintenu dans ses fonctions dans le cabinet Sunak, a une ascendance maternelle en Sierra Leone. Le Premier ministre actuel, tout comme le nouveau *First Minister* indépendantiste d'Écosse, Humza Yousaf, qui se situent tous deux dans la catégorie ethnique des « asiatiques » (*Asians*), l'un hindouiste, l'autre musulman, ont eux aussi une histoire familiale en Afrique de l'Est.

sensible du nombre de étudiants étrangers, il s'oppose donc aux universités qui estiment que le réduire reviendrait à se pénaliser soi-même <sup>10</sup>.

Parallèlement, la volonté gouvernementale d'agir plus efficacement contre l'immigration clandestine transmanche, en très forte augmentation (plus de 45 000 personnes en 2022, contre plus de 28 000 l'année précédente selon le Home Office), a conduit à renforcer la coopération avec la France. En revanche, la « Déclaration conjointe » publiée à l'issue du Sommet bilatéral de mars 2023 reste dominée par le traitement international de la situation en Ukraine. Elle met peu l'accent sur l'Afrique, se limitant à un catalogue de bonnes intentions, dans la lutte conjointe contre le « terrorisme » et le changement climatique, la sécurité alimentaire ou le renforcement des institutions démocratiques. Elle évoque enfin de manière très allusive un soutien commun aux pays sahéliens et côtiers d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de leur « Initiative d'Accra » visant à répondre de manière coordonnée aux défis auxquels ils sont confrontés.

Du fait de la priorité accordée par le gouvernement conservateur aux questions d'immigration, le Rwanda est devenu, seul parmi les pays africains, un partenaire d'un nouveau type, dans le cadre d'un accord passé en mars 2022 par Boris Johnson. Cet accord a par ailleurs fait scandale dès l'origine, jusqu'à susciter une condamnation publique de Justin Welby, l'archevêque de Cantorbéry, primat de cette Église d'Angleterre qui est une institution de l'État. Moyennant une aide britannique, le Rwanda devait accueillir des immigrants clandestins expulsés du Royaume-Uni, d'où qu'ils viennent ; mais le processus avait été stoppé en juin suivant par une condamnation de la Cour européenne des droits de l'homme. Le cabinet Sunak a repris ce projet après que la Haute cour britannique eut décidé en décembre 2022 qu'il n'était ni illégal ni contraire aux conventions internationales sur les réfugiés. En mars 2023, Suella Braverman s'est rendue personnellement au Rwanda, considéré par elle comme un pays « sûr » (*safe*) pour les réfugiés, alors qu'il reste touché par le conflit des Grands lacs depuis plus de trois décennies.

## Un regard modifié sur l'Afrique

Ce positionnement vis-à-vis du Rwanda caractérise une action au coup par coup, inspirée exclusivement par des considérations de politique intérieure et sans relation avec la conjoncture africaine actuelle, alors que des priorités nouvelles s'imposent dans une période devenue plus sombre. Depuis la nouvelle « approche stratégique » envers l'Afrique, annoncée au Cap par Teresa May en 2018 dans la perspective du Brexit, le continent est passé de fait au second plan de la politique extérieure britannique, avec l'Integrated Review<sup>11</sup> rendue publique en mars 2021 par Boris Johnson, caractérisée par une « inflexion vers l'Indo-pacifique » (Indo-Pacific tilt).

---

10. M. Dathan, « Clash over Suella Braverman's Plan to Cut Time Students Remain in UK », *The Times*, 25 janvier 2023, disponible sur : [www.thetimes.co](http://www.thetimes.co).

11. HM Government, « Global Britain in a competitive age: The Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy », *Policy Paper*, mars 2021, disponible sur : [www.gov.uk](http://www.gov.uk).

Tout indique aujourd'hui que la guerre d'Ukraine n'a fait qu'accentuer cette tendance, dans un sens où les enjeux militaires mondiaux ont désormais pris le pas sur l'expression politique d'une spécificité post-coloniale entre l'Europe et l'Afrique. Cette dernière est vue d'abord comme un terrain, certes essentiel, mais aussi périphérique, du nouvel affrontement avec la Russie et ses alliés. Une coopération avec la France dont le domaine de la défense en serait la « pierre angulaire<sup>12</sup> », mais qui serait de moins en moins limitée à une lutte commune contre le « terrorisme » islamique au sud du Sahara, pourrait être envisagée pour se diriger vers une confrontation plus marquée avec Moscou sur le terrain africain.

Le ministre des Forces armées James Heapey a ainsi pu annoncer en novembre 2022 le retrait anticipé des 300 soldats britanniques déployés sur trois ans au Mali en soutien à la Mission de maintien de la paix de l'ONU, la Minusma. Le ministère de la Défense a eu le dernier mot dans cette décision gouvernementale, calquée sur celle de la France, mais qui avait été combattue par le Foreign Office

L'influence effective du Foreign Office est par ailleurs contrainte par une réorganisation interne depuis que Liz Truss a dirigé le ministère en 2021-2022, avec une complexification de son organigramme et des regroupements géographiques à la rationalité douteuse : un nouveau directeur général pour l'Afrique, la Caraïbe et l'Amérique latine coiffe ainsi le directeur Afrique, lui-même assisté de deux directeurs adjoints, l'un chargé de la diplomatie et l'autre de l'aide au développement. L'Afrique du Nord dépend d'un autre directeur-général, ce qui ne facilite pas les relations avec l'Union africaine et ses États-membres.

Le ministère élargi doit également assimiler tout l'impact administratif de l'intégration, en juin 2020, du Department for International Development (DFID), dont les agents étaient mieux rémunérés que ceux de l'ancien Foreign Office. En décembre 2022, la Chambre des Lords s'est inquiétée des désordres induits par la réduction de l'aide et de ses moyens sur le terrain<sup>13</sup>.

L'actuel premier ministre n'est autre en effet que le chancelier de l'Échiquier qui annonçait en novembre 2020 la réduction de l'APD (Aide publique au développement) de 0,7 % (norme de l'ONU) à 0,5 % du produit intérieur brut (PIB), du fait de la crise économique due à la pandémie de Covid, présentée alors comme la « pire récession depuis plus de trois cents ans » selon les calculs de la Banque d'Angleterre.

Depuis cette décision, l'aide bilatérale britannique à l'Afrique, qui tendait déjà à décliner depuis 2017, s'est retrouvée en 2021 sous son niveau de 2012, à 1,7 milliards de livres, après avoir baissé de £883 millions (soit - 33,8 %) par rapport à l'année précédente (£2,6 milliards). Le système britannique intégrant, au contraire de la France, l'aide humanitaire et celle consacrée au développement à long terme, c'est surtout la première,

---

12. Voir à ce sujet A. Billon-Galland et E. Tenenbaum, « Rebooting the Entente: An Agenda for Renewed UK-France Defense Cooperation », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, février 2023, disponible sur : [www.ifri.org](http://www.ifri.org).

13. R. Taylor, « UK Aid Spending: Statistics and Recent Developments », *In Focus*, House of Lords Library, 8 décembre 2022, disponible sur : <https://lordslibrary.parliament.uk>.

particulièrement en Ethiopie (- £134 millions) ou dans une moindre mesure au Nigeria (- 100 millions), qui fut victime de cette coupe brutale. L'Afrique demeure toutefois la région bénéficiaire principale de l'APD britannique, avec 50,5 % de son montant total<sup>14</sup>.

En outre, les soutiens divers accordés aux réfugiés, dont les ukrainiens, en Grande-Bretagne (£3,7 milliards au total en 2022), et comptabilisés pour une part dans l'APD britannique, sont en train de déséquilibrer tout le système au détriment des actions d'aide à l'Afrique dans ce domaine : selon les estimations de l'Independent Commission for Aid Impact (ICAI), jusqu'à un tiers des £3,5 milliards d'aide au développement britannique aurait été consacré en 2022 aux coûts internes d'accueil des réfugiés au Royaume-Uni, pour lesquels le gouvernement a réservé en novembre dernier 2,4 milliards pour la période 2022-2024 sur le budget d'APD<sup>15</sup>.

Plus gravement, les restructurations successives intervenues dans l'administration britannique ces trois dernières années témoignent toutes d'un recul de l'Afrique dans la hiérarchie des priorités nationales<sup>16</sup>.

## Une relation dégradée

Seule bonne nouvelle dans ce tableau, le retour en octobre 2022 dans le gouvernement Sunak d'Andrew Mitchell comme secrétaire d'État au Développement et à l'Afrique (*Minister of State for Development and Africa*). Incarnant une ligne conservatrice liée à la vieille aristocratie et soucieuse de justice sociale<sup>17</sup>, il fut chargé du DFID de 2010 à 2012 sous David Cameron, qui fit passer l'APD britannique à l'objectif de 0,7 % du PIB et l'inscrivit même dans la loi. Ce revenant ministériel avait été, parmi les députés tories, très ouvertement critique de la politisation de l'aide au développement par Boris Johnson. Le ministre multiplie les voyages au sud du Sahara, sans limiter leur objectif à la sphère de l'aide et en appuyant l'investissement britannique sur le continent, comme lors d'une visite au Sénégal en janvier 2023, au cours de laquelle fut signé le premier protocole d'accord (*MoU*) entre ce pays historiquement très proche de la France et la Grande-Bretagne.

Le dynamisme d'un ministre ne peut à lui seul cacher la réalité plus profonde du manque croissant de moyens de la politique extérieure de la Grande-Bretagne. Contrairement aux promesses de Boris Johnson annonçant en juin 2020 la fusion du DFID avec le Foreign Office, cette décision, loin de « maximiser l'influence britannique », a eu le résultat inverse. Le rapprochement avec la France pour le traitement des problèmes fondamentaux au sud du Sahara est, on l'a vu, acquis politiquement de part et d'autre de la Manche, mais force est de reconnaître que sa traduction concrète ne pourra, dans la conjoncture actuelle, se situer au niveau de ce qu'elle était du temps de

14. FCDO, *Statistics on International Development: Final UK Aid Spend 2021*, novembre 2022, pp. 23-24 et 27.

15. Ph. Loft, P. Brien et C.J. McKinney, « The UK Aid Budget and Support for Refugees in the UK in 2022/23 », *Research Briefing*, House of Commons Library, 31 mars 2023, disponible sur : <https://commonslibrary.parliament.uk>.

16. Échanges avec un universitaire britannique, avril 2023.

17. Entretien avec un observateur britannique, Londres, 23 janvier 2023.



l'Opération Barkhane. Symboliquement enfin, le couronnement de Charles III, en raison de son coût financier et de sa complexité protocolaire, a fait repousser à 2024 la deuxième édition de l'Africa UK Business Summit.

Les principaux partenaires africains du Royaume-Uni restent l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria et l'Éthiopie, mais leur situation interne s'est, pour des raisons diverses et chacun à sa manière, dégradée progressivement. L'engagement au Sahel a fait long feu, tandis que les problèmes de la Corne et des deux Soudan, zone traditionnelle d'implication de la diplomatie et de l'aide britanniques, sont loin d'être résolus et que la tension interétatique remonte dans les Grand Lacs. En Afrique centrale, le gouvernement de Rishi Sunak est confronté à des divergences de vue croissantes sur la RDC entre deux alliés privilégiés et influents en Afrique centrale, Angola et Rwanda.

Enfin, la conjoncture internationale, avec un retour de la tension Est-Ouest sous une forme idéologiquement modernisée, place Londres dans une position bien éloignée dans les faits des rêves ambitieux mais flous de *Global Britain*, et face à des défis devenus plus immédiatement politiques : même un pays comme le Gabon, qui vient d'adhérer au Commonwealth, s'est éloigné de la position occidentale et britannique lors du dernier vote sur l'Ukraine à l'Assemblée générale de l'ONU en février 2023. L'Afrique du Sud doit aussi accueillir le 15<sup>e</sup> Sommet des BRICS en août prochain, preuve que, comme jadis pour l'Inde vis-à-vis de l'URSS, l'appartenance au Commonwealth et l'attitude envers Moscou ne vont pas l'amble.

Alors que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov sillonne l'Afrique depuis le début de la guerre d'Ukraine, et que les visites du secrétaire d'État américain Antony Blinken, puis de la vice-présidente Kamala Harris, tout comme le United-States Africa Leader Summit de décembre 2022 à Washington (avec son annonce d'une aide de 55 milliards de dollars sur trois ans) témoignent du spectaculaire renouveau de la politique des États-Unis sur le continent, la visibilité de la politique africaine du Royaume-Uni tient autant sinon plus à la monarchie qu'au gouvernement britannique.

---

**François Gaulme** est chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri et ancien rédacteur en chef de la revue *Afrique contemporaine*. Il a notamment publié *Le Gabon et son ombre* (Paris, Karthala, 1988) et contribué à des ouvrages spécialisés sur l'Afrique, le Pacifique et le développement.

**Comment citer cette publication :**

François Gaulme, « Le Royaume-Uni de Charles III et l'Afrique : une tentation de repli », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 5 mai 2023.

ISBN : 979-10-373-0710-1

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : Antelope par Samson Kambalu à Trafalgar Square, Londres, Royaume-Uni,  
28 septembre 2022.

© Guy Bell/Shutterstock



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[lfri.org](http://lfri.org)

